

Art. 11. Voor experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan waar jongeren bedoeld in artikel 4 van dit besluit zijn ingeschreven wordt de coördinatieopdracht van de leerlingen volgens de bepalingen van artikel 10, § 4, van bovengenoemd besluit toegekend.

HOOFDSTUK V. — *Psycho-medisch-sociale centra*

Art. 12. § 1. Voor zover het geen jongeren betreft behorend tot centra, opgericht bij toepassing van artikel 9, of tot opleidingen, uitsluitend gevolgd door jongeren bedoeld in artikel 4 :

— worden voor het berekenen van het aantal regelmatige leerlingen, bepaald in artikel 23 van voornoemd besluit houdende inrichting van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan, de jongeren bepaald in artikel 4 in aanmerking opgenomen.

§ 2. Het technisch personeel, in een psycho-medisch-sociaal centrum belast met de begeleiding van de in § 1 bedoelde jongeren, bestaat bij voorkeur :

— uit personeelsleden die wegens volledige of gedeeltelijke ontstentenis van betrekking ter beschikking zijn gesteld of een deel van hun opdracht hebben verloren en die niet gereëffecteerd of opnieuw aangesteld zijn;

— uit personeelsleden die in hun opdracht door bovenvermelde personeelsleden zijn vervangen;

— uit personeelsleden onder precair statuut (gesubsidieerde contractuelen, tewerkgestelde werklozen, ...).

Die personeelsleden moeten houder zijn van de bekwaamheidsbewijzen, vereist door het technisch personeel van de psycho-medisch-social centra.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1992 en houdt op van kracht te zijn op 31 augustus 1993.

Art. 14. De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 17 december 1992.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

De Voorzitter,
Gemeenschapsminister van Financiën, Gezondheid en Gezin, Sport en Toerisme,
J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,
B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 983

[C — 27133]

11 FEVRIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes : tetrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1er;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les surfaces ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions générales de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant des substances dangereuses de la liste I;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de la Commission des eaux, donné le 21 janvier 1993;

Considérant que la directive 76/464/CEE du Conseil et ses directives d'application notamment la directive 86/280/CEE du Conseil du 12 juin 1986 et ses modifications concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I (de l'annexe de la directive 76/464/CEE) imposent des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit régional des dispositions pour y satisfaire;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° "Substances dangereuses de la liste I" : les substances choisies parmi les familles et groupes de substances de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE pour lesquelles le Conseil des Communautés européennes a arrêté des dispositions générales et spécifiques, à savoir le mercure, le cadmium, l'hexachlorocyclohexane et les substances visées ensuite par la directive 86/280/CEE et ses modifications successives;

2° "Arrêté général" : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions générales de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant des substances dangereuses de la liste I;

3° "Règlement général" : l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales et ses modifications successives;

4° "Ministre" : le Ministre, membre de l'Exécutif, qui a l'environnement et les ressources naturelles dans ses attributions.

Art. 2. Le présent arrêté fixe, en complément des dispositions visées dans l'arrêté général, les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant :

- des chlorométhane : - tetrachlorure de carbone (CCl₄ ou TETRA) - chloroforme (CHCl₃);
 - du 1,2 dichloroéthane (EDC);
- des solvants chlorés : - trichloroéthylène (TRI);
 - perchloroéthylène (PER);
- des trichlorobenzènes (TCB);
- de l'hexachlorobenzène (HCB);
- de l'hexachlorobutadiène (HCBDD).

Art. 3. § 1. Les conditions de déversement en tetrachlorure de carbone (TETRA) sont reprises à l'annexe I.

§ 2. Les conditions de déversement en chloroforme (CHCl₃) sont reprises à l'annexe II.

§ 3. Les conditions de déversement en 1,2-dichloroéthane (EDC) sont reprises à l'annexe III.

§ 4. Les conditions de déversement en trichloroéthylène (TRI) sont reprises à l'annexe IV.

§ 5. Les conditions de déversement en perchloroéthylène (PER) sont reprises à l'annexe V.

§ 6. Les conditions de déversement en trichlorobenzènes (TCB) sont reprises à l'annexe VI.

§ 7. Les conditions de déversement en hexachlorobenzène (HCB) sont reprises à l'annexe VII.

§ 8. Les conditions de déversement en hexachlorobutadiène (HCBDD) sont reprises à l'annexe VIII.

Art. 4. Les conditions de déversement visées à l'article 3 s'ajoutent aux conditions générales de déversement reprises dans le règlement général et aux conditions sectorielles de déversement déjà prises pour des paramètres autres que les substances dangereuses de la liste I.

Art. 5. Les conditions de rejet reprises dans le présent arrêté sont des moyennes mensuelles. Les valeurs exprimées en moyennes journalières sont égales au double des valeurs exprimées en moyennes mensuelles.

Art. 6. Les conditions sectorielles du présent arrêté sont identiques pour les rejets dans les eaux de surface et dans les égouts publics.

Art. 7. La clause de volatilité visée à l'article 4, § 2 de l'arrêté général s'applique pour les rejets de tetrachlorure de carbone, de chloroforme, de 1,2 dichloroéthane, de trichloroéthylène et de perchloroéthylène.

Art. 8. § 1. La procédure de contrôle simplifiée visée à l'article 3, § 3 de l'arrêté général s'applique pour des rejets annuels inférieurs à 30 kgs/an (TETRA, chloroforme, EDC, TRI et PER) ou 1 kg/an (TCB, HCB, HCBDD). Dans ces cas, les valeurs de contrôle instantané qui sont applicables sont obtenues en multipliant les valeurs exprimées en moyennes journalières par 1,5 (c'est-à-dire en multipliant les valeurs exprimées en moyennes mensuelles par 3).

§ 2. En ce qui concerne les petits ateliers de dégraissage des métaux et les installations de nettoyage à sec, le Ministre proposera dans les meilleurs délais des programmes spécifiques de réduction d'EDC, de TRI et de PER.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe I

**Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en tetrachlorure de carbone (CCl₄ ou TETRA)
dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics.**

Secteurs industriels (1)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m ³ /t (2)
	Poids g/t (2)(3)	Concentration mg/l (3)	
1) Production de TETRA et de PER par perchloration procédé avec lavage procédé sans lavage	40	1,5	26,6
	2,5	1,5	1,66
2) Production de chlorométhanés par chloration du méthane (y compris chlorolyse à haute pression/ et à partir du méthanol	10	1,5	6,66

(1) Parmi les établissements (secteurs) industriels visés à l'article 3, § 4 de l'arrêté général figurent notamment ceux qui utilisent le TETRA comme solvant.

(2) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence se réfèrent :

Pour le secteur 1 : à la capacité de production totale de TETRA + PER.

Pour le secteur 2 : à la capacité de production totale de chlorométhanés (mono-, di-, chloroforme et TETRA)

(3) La méthode de mesure de référence pour la détermination du tétrachlorure de carbone des effluents et des eaux est la chromatographie en phase gazeuse.

Un détecteur sensible doit être utilisé lorsque la concentration est inférieure à 0,5 mg/l et, dans ce cas, la limite de détermination est de 0,1 µg/l. Pour une concentration supérieure à 0,5 mg/l, une limite de détermination de 0,1 mg/l est adéquate.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes :

tétrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe II

**Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en chloroforme (CHCl₃)
dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics.**

Secteurs industriels (1)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m ³ /t (2)
	Poids g/t (2)(4)	Concentration mg/l (4)	
1) Production de chlorométhanés à partir de méthanol ou d'une combinaison de méthanol et de méthane (3)	10	1	10
2) Production de chlorométhanés par chloration du méthane	7,5	1	7,5

(1) Parmi les secteurs industriels visés à l'article 3, § 4 de l'arrêté général figurent notamment ceux qui fabriquent du chlorure de vinyle monomère par craquage du 1,2 - dichloroéthane (EDC), les usines de pâtes à papier blanches et les autres établissements utilisant le CHCl₃ comme solvant, ainsi que les établissements ou les eaux de refroidissement ou d'autres effluents sont chlorés.

(2) Les conditions de rejet en poids et en volume de référence sont données pour les secteurs 1 et 2 par rapport à la capacité de production totale de chlorométhanés.

(3) C'est-à-dire par hydrochloration du méthanol puis chloration du chlorure de méthyle.

(4) La méthode de mesure de référence pour détecter la présence de chloroforme dans les effluents et les eaux est la chromatographie en phase gazeuse.

Un détecteur sensible doit être utilisé lorsque la concentration est inférieure à 0,5 mg/l et, dans ce cas, la limite de détermination est de 0,1 µg/l. Pour une concentration supérieure à 0,5 mg/l, une limite de détermination de 0,1 mg/l est satisfaisante.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes :

tetrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe III

Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en 1,2-dichloroéthane (EDC)

Secteurs industriels (1)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m ³ /t (2)	À respecter
	Poids g/t (2) (4)	Concentration mg/l (4)		
1) Production uniquement de 1,2-Dichloroéthane (sans transformation ou utilisation sur le même site)	4	2,5	2	1.1.1993
	2,5	1,25	2	1.1.1995
2) Production de 1,2-Dichloroéthane et transformation et/ou utilisation sur le même site	12	6	2	1.1.1993
	5	2,5	2	1.1.1995
3) Transformation du 1,2-Dichloroéthane en d'autres substances que le chlorure de vinyle (3)	2,5	1	2,5	1.1.1993
4) Utilisation d'EDC pour le dégraissage des métaux (en dehors d'un site industriel couvert sous 2)	/	0,1	/	1.1.1993

(1) Pour les établissements industriels visés à l'article 3, § 4 de l'arrêté général figurent notamment ceux qui utilisent EDC comme solvant (en dehors d'un site industriel couvert sous 2) ou utilisent EDC pour la production d'échanges d'ions.

(2) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence sont donnés par rapport :

- à la capacité de production d'EDC purifié exprimée en tonnes pour les secteurs 1 et 2 (la capacité de production d'EDC purifié tient compte du recyclage vers la section purification EDC, de la fraction d'EDC non craquée dans l'unité de fabrication de chlorure de vinyle (VC) associé à l'unité de fabrication d'EDC).

- à la capacité de transformation d'EDC exprimés en tonnes pour le secteur 3.

(3) Sont visés notamment les productions d'éthylène diamine, d'éthylène polyamines, de 1,1,1-trichloroéthane, de trichloroéthylène et de perchloroéthylène.

(4) La méthode de mesure de référence pour la détermination du 1,2-dichloroéthane dans les effluents (et les eaux) est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par un solvant approprié ou la chromatographie en phase gazeuse après isolement par le procédé "purge and trap" et piégeage utilisant un piège capillaire refroidi par cryogénie. La limite de détermination est de 10 µg/l pour les effluents et de 1 µg/l (pour les eaux).

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes :

tétrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAEIS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe IV

Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en trichloroéthylène (TRI)

Secteurs industriels (1)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m ³ /t (2)	A respecter à partir du
	Poids g/t (2) (3)	Concentration mg/l (3)		
1) Production de trichloroéthylène (TRI) et de perchloroéthylène (PER)	10	2	5	1.1.1993
	2,5	0,5	5	1.1.1995
2) Utilisation du TRI pour le dégraissage des métaux	/	0,1	/	1.1.1993

(1) Parmi les établissements industriels visés à l'article 3, § 4 de l'arrêté général figurent notamment ceux qui utilisent le TRI pour le nettoyage à sec et pour l'extraction de graisses ou d'arômes.

(2) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence sont donnés pour le secteur 1, par rapport à la capacité de production globale de TRI + PER.

(3) La méthode de mesure de référence pour la détermination du trichloroéthylène (TRI) des effluents et des eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par un solvant approprié. La limite de détermination du TRI est de 10 µg/l pour les effluents et de 0,1 µg/l pour les eaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes :

tetrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe V

Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en perchloroéthylène (PER)

Secteurs industriels (1)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m ³ /t (2)	A respecter à partir du
	Poids g/t (2) (3)	Concentration mg/l (3)		
1) Production de trichloroéthylène (TRI) et de perchloroéthylène (PER) (procédés TRI-PER)	10	2	5	1.1.1993
	2,5	0,5	5	1.1.1995
2) Production de tétrachlorure de carbone et du perchloroéthylène (procédé TETRA-PER)	10	5	2	1.1.1993
	2,5	1,25	2	1.1.1995
3) Utilisation de PER pour le dégraissage des métaux	/	0,1	/	1.1.1993

(1) Parmi les établissements industriels visés à l'article 3, § 4 de l'arrêté général figurent notamment ceux qui utilisent le PER comme solvant pour le nettoyage à sec et pour l'extraction de graisses ou d'arômes.

(2) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence sont donnés pour les secteurs 1 et 2 par rapport à la capacité de production globale de TRI + PER, soit par rapport à la capacité de production globale de TETRA + PER.

(3) La méthode de mesure de référence pour la détermination du perchloroéthylène (PER) des effluents et des eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection après extraction par un solvant approprié.

La limite de détermination du PER est de 10 µg/l pour les effluents et de 0,1 µg/l pour les eaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes :

tétrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe VI

Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en trichlorobenzène (TCB) (1)

Secteurs industriels (2)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m ³ /t (3)	A respecter à partir du
	Poids g/t (3) (5)	Concentration mg/l (5)		
1) Production de TCB par déshydrochloration du HCB et/ou transformation de TCB	25	2,5	10	1.1.1993
	10	1	10	1.1.1995
2) Production et/ou transformation de chlorobenzènes par chloration du benzène (4)	5	0,5	10	1.1.1993
	0,5	0,05	10	1.1.1995

(1) Le TCB peut se présenter sous la forme d'un de ces trois isomères suivants :

- 1,2,3,-TCB-CAS 87-61-6,
- 1,2,4,-TCB-CAS 120-82-1 (n° 118 liste CEE)
- 1,2,5,-TCB-CAS 180-70-3.

Le TCB technique (n°117 liste CEE) est un mélange des trois isomères, dont surtout le 1,2,4-TCB, pouvant contenir également de faibles quantités de di- et tetrachlorobenzène. En tout état de cause, les présentes dispositions s'appliquent au TCB total (somme des trois isomères).

(2) Parmi les établissements industriels visés à l'article 3, § 4 de l'arrêté général figurent notamment ceux qui utilisent le TCB comme solvant ou support de colorant dans l'industrie textile.

(3) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence sont donnés :

- par rapport à la capacité globale de production de TCB pour le secteur 1;
- par rapport à la capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzènes pour le secteur 2.

(4) Pour les établissements existants rejetant moins de 50 kgs/an au 1er janvier 1995, les valeurs limites à respecter à cette date sont égales à la moitié des valeurs limites à respecter à compter du 1er janvier 1993.

(5) La méthode de mesure de référence pour la détermination du trichlorobenzène (TCB) des effluents et des eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par un solvant approprié.

La limite de détermination pour chaque isomère séparément est de 1 µg/l pour les effluents et de 10 µg/l pour les eaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes :

tetrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe VII

Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en hexachlorobenzène (HCB)

Secteurs industriels (1)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m ³ /t (2)
	Poids g/t (2) (3)	Concentration mg/l (3)	
1) Production et transformation de HCB	10	1	10
2) Production de perchloroéthylène (PER) et de tétrachlorure de carbone (CCl ₄) par perchloration	1,5	1,5	1

(1) Parmi les établissements industriels visés à l'article 3, § 4 de l'arrêté général figurent notamment ceux produisant le trichloroéthylène et/ou le perchloroéthylène par tout autre procédé que celui visé au secteur 2. Figurent également ceux produisant le quinzène et le tecnazène, ceux produisant le chlore par électrolyse d'un chlorure de métaux alcalins sur électrodes de graphite, ceux fabriquant des produits pyrotechniques, ceux produisant du chlorure de vinyle, et les installations de transformation de caoutchouc.

(2) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence sont données :

Pour le secteur 1 : par rapport à la capacité de production totale de HCB.

Pour le secteur 2 : par rapport à la capacité de production totale de PER + TETRA.

(3) La méthode de mesure de référence pour la détermination du HCB dans les effluents et des eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par solvant approprié.

La limite de détermination pour le HCB se situe dans une fourchette comprise entre 1 et 10 ng/l pour les eaux et 0,5 et 1 µg/l pour les effluents, selon le nombre de substances parasites présentes dans l'échantillon.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes :

tétrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPIAELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe VIII

Conditions sectorielles de rejet (moyennes mensuelles) en hexachlorobutadiène (HCBd)

Secteurs industriels (1)	Conditions de rejet exprimées en		Volume de référence m ³ /t (2)
	Poids g/t (2) (3)	Concentration mg/l (3)	
Production de perchloroéthylène (PER) et de tétrachlorure de carbone (CCl ₄) par perchloration	1,5	1,5	1

(1) Parmi les établissements industriels visés à l'article 3, § 4 de l'arrêté général figurent notamment ceux produisant le trichloroéthylène et/ou le perchloroéthylène par tout autre procédé. Figurent également ceux utilisant le HCBd pour des raisons techniques.

(2) Les conditions de rejet en poids et les volumes de référence sont données par rapport à la capacité de production totale de PER + TETRA.

(3) La méthode de mesure de référence pour la détermination du HCBd dans les effluents et les eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par solvant approprié.

La limite de détermination pour le HCBd se situe dans une fourchette comprise entre 1 et 10 ng/l pour les eaux et 0,5 et 1 µg/l pour les effluents, selon le nombre de substances parasites présentes dans l'échantillon.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 février 1993 portant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées contenant les substances dangereuses de la liste I suivantes :

tétrachlorure de carbone, chloroforme, 1,2-dichloroéthane, trichloroéthylène, perchloroéthylène, trichlorobenzène, hexachlorobenzène et hexachlorobutadiène.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 93 — 983

[C — 27133]

11. FEBRUAR 1993. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten: Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethan, Trichlorethen, Tetrachlorethen, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien

Aufgrund des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Ordnung über die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser, in die öffentliche Kanalisation und in die künstlichen Regerwasserabflüsse, insbesondere der Artikel 9 und 20, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. Juli 1985;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der allgemeinen Bedingungen für die Ableitung der Abwässer, die gefährliche Stoffe der Liste I enthalten, ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund des am 21. Januar 1993 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Wasser;

In der Erwägung, daß die Richtlinie 76/464/EWG des Rates und ihre Anwendungsrichtlinien, insbesondere die Richtlinie 86/280/EWG des Rates vom 12. Juni 1986 und ihre Abänderungen betreffend die Grenzwerte und Qualitätsziele für die Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe im Sinne der Liste I (im Anhang der Richtlinie 76/464/EWG) den Mitgliedstaaten Pflichten auferlegt, und, daß in die regionale Rechtsordnung Bestimmungen eingefügt werden müssen, damit diesen Pflichten nachgekommen werden können;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses sind :

1° "Gefährliche Stoffe der Liste I", die aus den Stofffamilien und -gruppen im Sinne der Liste I im Anhang der Richtlinie 76/464/EWG ausgewählten Stoffe, für die der Rat der Europäischen Gemeinschaften allgemeine und spezifische Bestimmungen angenommen hat, d.h. das Quecksilber, das Kadmium, Hexachlor... und die nachher durch die Richtlinie 86/280/EWG und ihre späteren Abänderungen erwähnten Stoffe;

2° "allgemeinen Erlaß" : den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der allgemeinen Bedingungen für die Ableitung der Abwässer, die gefährliche Stoffe der Liste I enthalten, ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation;

3° "allgemeine Ordnung" : den Königlichen Erlaß vom 3. August 1976 zur allgemeinen Ordnung über die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser, in die öffentliche Kanalisation und in die künstlichen Regenwasserabflüsse, und seine späteren Abänderungen;

4° "Minister" : der Minister, Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt und die Naturschätze gehören.

Art. 2. Der vorliegende Erlaß legt zusätzlich zu den im allgemeinen Erlaß erwähnten Bestimmungen die sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung der Abwässer ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation fest. Diese Abwässer beinhalten :

- Chloromethanen : - Tetrachlorkohlenstoff (CCl₄ oder TETRA) - Chloroform (CHCl₃)
 - 1,2-Dichlorethan (EDC)
- chlorhaltige Lösungsmittel : - Trichlorethen (TRI)
 - Perchlorethylen (PER)
- Trichlorbenzol (TCB)
- Hexachlorbenzol (HCB)
- Hexachlorbutadien (HCBDD).

Art. 3. § 1. Die Bedingungen für die Ableitung in Tetrachlorkohlenstoff (TETRA) werden im Anhang I angegeben.

§ 2. Die Bedingungen für die Ableitung in Chloroform (CHCl₃) werden im Anhang II angegeben.

§ 3. Die Bedingungen für die Ableitung in 1,2-Dichlorethan (EDC) werden im Anhang III angegeben.

§ 4. Die Bedingungen für die Ableitung in Trichlorethen (TRI) werden im Anhang IV angegeben.

§ 5. Die Bedingungen für die Ableitung in Tetrachlorethen (PER) werden im Anhang V angegeben.

§ 6. Die Bedingungen für die Ableitung in Trichlorbenzol (TCB) werden im Anhang VI angegeben.

§ 7. Die Bedingungen für die Ableitung in Hexachlorbenzol (HCB) werden im Anhang VII angegeben.

§ 8. Die Bedingungen für die Ableitung in Hexachlorbutadien (HCBDD) werden im Anhang VIII angegeben.

Art. 4. Die in Artikel 3 erwähnten Bedingungen für die Ableitung kommen zu den in der allgemeinen Ordnung angegebenen allgemeinen Bedingungen für die Ableitung und zu den sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung, die schon für andere Parameter als die gefährlichen Stoffe der Liste I angenommen sind, dazu.

Art. 5. Die im vorliegenden Erlaß angegebenen Bedingungen für die Ableitung sind monatliche Durchschnitte. Die in täglichen Durchschnitten ausgedrückten Werte entsprechen dem Doppelten der in monatlichen Durchschnitten ausgedrückten Werten.

Art. 6. Die sektorbezogenen Bedingungen des vorliegenden Erlasses sind die gleichen für die Ableitungen ins Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation.

Art. 7. Die in Artikel 4, § 2 des allgemeinen Erlasses erwähnte Klausel der Flüchtigkeit gilt für die Ableitungen von Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethen, Trichlorethen und Tetrachlorethen.

Art. 8. § 1. Das in Artikel 3, § 3 des allgemeinen Erlasses erwähnte vereinfachte Kontrollverfahren gilt für die jährlichen Ableitungen unter 30 kg pro Jahr (TETRA, Chloroform, EDC, TRI und PER) oder 1 kg pro Jahr (TCB, HCB, HCBDD). In diesen Fällen werden die anwendbaren Werte der Momentankontrolle durch Multiplizierung mit 1,5 der in täglichen Durchschnitten ausgedrückten Werte erhalten (d.h. durch Multiplizierung mit 3 der in monatlichen Durchschnitten ausgedrückten Werte).

§ 2. Was die kleinen Werkstätte zum Entfetten von Metallen und die Einrichtungen zur Trockenreinigung betrifft, wird der Minister in kürzester Zeit spezifische Programme zur Reduzierung von EDC, TRI und PER vorschlagen.

Art. 9. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt, die Naturschätze und die Landwirtschaft gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
Anhang I
—

Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (Monatliche Mittelwerte)
in Tetrachlorkohlenstoff (CCl₄ oder TETRA)
ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation

Industrielle Sektoren (1)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen (m ³ /t) (2)
	Fracht g/t (2) (3)	Konzentration mg/l (3)	
1) Herstellung von TETRA und PER durch Perchlorierung Verfahren mit Auswaschung Verfahren ohne Auswaschung	40	1,5	26,6
	2,5	1,5	1,66
2) Herstellung von Chlormethanen durch Methanchlorierung (einschließlich Hochdruck-Chlorolyseverfahren und aus Methanol	10	1,5	6,66

1) Bei den in Artikel 3, § 4 des allgemeinen Erlasses genannten Industriebetrieben (Sektoren) erscheinen insbesondere diejenigen, die TETRA als Lösungsmittel verwenden.

(2) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen beziehen sich :

Für den Sektor 1 : auf die Kapazität der gesamten Herstellung von TETRA + PER

Für den Sektor 2 : auf die Kapazität der gesamten Herstellung von Chlormethanen (Mono-, Di-, Chloroform und TETRA)

(3) Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von Tetrachlorkohlenstoff in den Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie.

Ein empfindlicher Detektor ist zu verwenden, wenn die Konzentration unter 0,5 mg/l liegt; in diesem Fall liegt die Bestimmungsgrenze bei 0,1 µg/l. Bei einer Konzentration von über 0,5 mg/l ist eine Bestimmungsgrenze von 0,1 mg/l angemessen.

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten, : Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethan, Trichlorethen, Tetrachlorethen, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anhang II

—

**Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (Monatliche Mittelwerte) in Chloroform (CHCl₃)
ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation**

—

Industrielle Sektoren (1)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen (m ³ /t) (2)
	Fracht g/t (2) (4)	Konzentration mg/l (4)	
1) Herstellung von Chlormethanen aus Methanol oder nach einer Kombination von Methanol und Methan (3)	10	1	10
2) Herstellung von Chloromethanen durch Methanchlorierung	7,5	1	7,5

(1) Bei den in Artikel 3, § 4 des allgemeinen Erlasses genannten industriellen Sektoren erscheinen insbesondere diejenigen, die im Wege der Dichlorethanpyrolyse monomeres Vinylchlorid produzieren, die gebleichten Papierstoff herstellen und die anderen Betriebe, die CHCl₃ als Lösungsmittel verwenden, sowie die Betriebe, in denen Kühlwasser oder andere Abwässer chloriert werden.

(2) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen werden für die Sektoren 1 und 2 im Verhältnis zu der Kapazität der gesamten Produktion von Chlormethanen angegeben.

(3) also durch Methanol-Hydrochlorierung und anschließende Chlorierung des Methylchlorids.

(4) Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von Chloroform in den Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie.

Ein empfindlicher Detektor ist zu verwenden, wenn die Konzentration unter 0,5 mg/l liegt; in diesem Fall liegt die Bestimmungsgrenze bei 0,1 µg/l. Bei einer Konzentration von über 0,5 mg/l ist eine Bestimmungsgrenze von 0,1 mg/l angemessen.

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethan, Trichlorethan, Tetrachlorethan, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien, beigelegt zu werden.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen
G. SPITAEALS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anhang III

Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (Monatliche Mittelwerte) in 1,2-Dichlorethan (EDC)

Industrielle Sektoren (1)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen m ³ /t (2)	Einzuhalten
	Fracht g/t (2) (4)	Konzentration mg/l (4)		
				ab
1) Ausschließlich Produktion von 1,2-Dichlorethan (ohne Verarbeitung bzw. Verwendung auf demselben Betriebsgelände)	4	2,5	2	1.1.1993
	2,5	1,25	2	1.1.1995
(2) Produktion von 1,2-Dichlorethan und Verarbeitung bzw. Verwendung auf demselben Betriebsgelände	12	6	2	1.1.1993
	5	2,5	2	1.1.1995
(3) Verarbeitung von 1,2-Dichlorethan zu anderen Stoffen als Vinylchlorid (3)	2,5	1	2,5	1.1.1993
(4) Verwendung von EDC zum Entfetten von Metallen (außerhalb des unter 2 genannten Industriegelände)	/	0,1	/	1.1.1993

(1) Bei den in Artikel 3, § 4 des allgemeinen Erlasses genannten Industriebetrieben erscheinen insbesondere diejenigen, die EDC als Lösemittel verwenden (außerhalb eines Industriegeländes) oder die EDC für die Produktion von Ionenaustausch verwenden.

(2) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen sind abgegeben, im Verhältnis zu :
 - der Produktionskapazität für gereinigtes EDC, ausgedrückt in Tonnen für die Sektoren 1 und 2 (die Produktionskapazität für gereinigtes EDC wird unter Berücksichtigung des EDC-Anteils veranschlagt, der in der mit der EDC-Produktionseinheit gekoppelten Vinylchlorid (VC)-Einheit nicht gekracht und in der EDC-Reinigungsanlage in den Produktionskreis zurückgeführt wird).
 - der Verarbeitungskapazität des EDC, ausgedrückt in Tonnen für den Sektor 3.

(3) Es handelt sich hierbei insbesondere um die Produktion von Ethylendiamin, Ethylenpolyamin, 1,1,1-Trichlorethan, Trichlorethen und Tetrachlorethen.

(4) Das Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von 1,2-Dichlorethan in Abwässern (und Gewässern) ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel oder die Gaschromatographie nach Isolierung mit dem "purge and trap"-Verfahren und Ausfrieren mit Hilfe einer kryogenen Kapillarkühlfalle. Die Bestimmungsgrenze liegt bei 10 µg/l für Abwässer und 1 µg/l (für Gewässer).

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethan, Trichlorethen, Tetrachlorethen, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien, beigelegt zu werden.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anhang IV

Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (Monatliche Mittelwerte) in Trichlorethen (TRI)

Industrielle Sektoren (1)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen m ³ /t (2)	Einzuhalten
	Fracht g/t (2) (3)	Konzentration mg/l (3)		
				ab
1) Produktion von Trichlorethen (TRI) und Tetrachlorethen (TETRA)	10	2	5	1.1.1993
	2,5	0,5	5	1.1.1995
2) Verwendung von TRI zum Entfetten von Metallen	/	0,1	/	1.1.1993

(1) Bei den in Artikel 3, § 4 des allgemeinen Erlasses erscheinen insbesondere diejenigen, die TRI als Lösemittel zur Trockenreinigung und zur Extraktion von Fetten und Aromen verwenden.

(2) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen sind für den Sektor 1 im Verhältnis zu der Kapazität der gesamten Produktion von TRI + PER angegeben.

(3) Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von Trichlorethen (TRI) in Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel.

Die Bestimmungsgrenze für TRI liegt bei 10 µg/l für Abwässer und 0,1 µg/l für Gewässer.

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethan, Trichlorethen, Tetrachlorethen, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anhang V

Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (Monatliche Mittelwerte) in Tetrachlorethen (PER)

Industrielle Sektoren (1)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen m ³ /t (2)	Einzuhalten
	Fracht g/t (2) (3)	Konzentration mg/l (3)		
1) Produktion von Trichlorethen (TRI) und Tetrachlorethen (PER) (TRI-PER-Verfahren)	10	2	5	1.1.1993
	2,5	0,5	5	1.1.1995
2) Produktion von Tetrachlorkohlenstoff und Tetrachlorethen (TETRA-PER-Verfahren)	10	5	2	1.1.1993
	2,5	1,25	2	1.1.1995
3) Verwendung von PER zum Entfetten von Metallen	/	0,1	/	1.1.1993

(1) Bei den in Artikel 3, § 4 des allgemeinen Erlasses genannten Industriebetrieben erscheinen insbesondere diejenigen, die PER als Lösemittel zur Trockenreinigung und zur Extraktion von Fetten und Aromen verwenden.

(2) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen sind für die Sektoren 1 und 2 im Verhältnis zu der Kapazität der gesamten Produktion von TETRA + PER bzw. im Verhältnis zur Kapazität der gesamten Produktion von TETRA + PER angegeben.

(3) Die Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von Tetrachlorethen (PER) in Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel. Die Bestimmungsgrenze für PER liegt bei 10 µg/l für Abwässer und 0,1 µg/l für Gewässer.

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten: Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethan, Trichlorethen, Tetrachlorethen, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien, beigelegt zu werden.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anhang VI

Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (Monatliche Mittelwerte) in Trichlorbenzol (TCB) (1)

Industrielle Sektoren (2)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen m ³ /t (3)	Einzuhalten ab
	Fracht g/t (3) (5)	Konzentration mg/l (5)		
1) Produktion von TCB durch Deshydrochlorierung von HCB und/oder Verarbeitung von TCB	25	2,5	10	1.1.1993
	10	1	10	1.1.1995
2) Produktion und/oder Verarbeitung von Chlorbenzolen durch Chlorierung von Benzol (4)	5	0,5	10	1.1.1993
	0,5	0,05	10	1.1.1995

(1) TCB kann als eines der folgenden drei Isomere auftreten :

- 1,2,3,-TCB - CAS 87-61-6
- 1,2,4,-TCB - CAS 120-82-1 (Nr. 118 der EWG-Liste)
- 1,2,5,-TCB - CAS 180-70-3.

Das technische TCB (Nr. 117 der EWG-Liste) ist ein Gemisch aus den drei Isomeren, von denen das 1,2,4-TCB vorherrscht. Es kann auch geringe Mengen Di- und Tetrachlorbenzol enthalten.

Die vorliegenden Bestimmungen gelten jeweils für das gesamte TCB (Summe der drei Isomere).

(2) Bei den in Artikel 3, § 4 des allgemeinen Erlasses genannten Industriebetrieben erscheinen insbesondere diejenigen, die TCB als Lösemittel oder als Trägermaterial für Farbstoffe in der Textilindustrie verwenden.

(3) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen sind angegeben :

- im Verhältnis zu der gesamten Kapazität der Produktion von TCB für den Sektor 1;
- im Verhältnis zu der gesamten Kapazität der Produktion oder der Verarbeitung von Mono- und Dichlorbenzolen für den Sektor 2.

(4) Für bestehende Anlagen mit einer Ableitung von weniger als 50 kg/Jahr am 1. Januar 1995 entsprechen die zu diesem Zeitpunkt geltenden Grenzwerte der Hälfte der ab 1. Januar 1993 geltenden Grenzwerte.

(5) Das Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von Trichlorbenzol in Abwässern und Gewässern (TCB) ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel. Die Bestimmungsgrenze für jedes einzelne Isomer liegt bei 1 µg/l für Abwässer und 10 µg/l für die Gewässer.

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethan, Trichlorethen, Tetrachlorethen, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen
G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anhang VII

Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (Monatliche Mittelwerte) in Hexachlorbenzol (HCB)

Industrielle Sektoren (1)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen m ³ /t (2)
	Fracht g/t (2)(3)	Konzentration g/l (3)	
1) HCB-Produktion und -behandlung	10	1	10
2) Herstellung von Perchloräthylen (PER) und Tetrachlorkohlenstoff (CCl ₄) durch Perchlorierung	1,5	1,5	1

(1) Bei den in Artikel 3, § 4 des allgemeinen Erlasses genannten Industriebetrieben erscheinen insbesondere diejenigen, die Perchloräthylen und/oder Tetrachlorkohlenstoff durch jedes andere Verfahren als das in Sektor 2 erwähnte Verfahren herstellen. Es erfolgt auch ein Hinweis auf Industriebetriebe, die Quintozen und Technazen herstellen, Betriebe der industriellen Herstellung von Chlor durch Chloralkalielektrolyse mit Graphitelektrode, Einheiten zur Herstellung von pyrotechnischen Produkten, Betriebe zur Herstellung von Vinylchloriden und Kautschukverarbeitungsbetriebe.

(2) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen sind :

- für den Sektor 1 im Verhältnis zu der Kapazität der gesamten Produktion von HCB angegeben;
- für den Sektor 2 im Verhältnis zu der Kapazität der gesamten Produktion von PER + TETRA angegeben.

(3) Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von HCB in den Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel.

Die Bestimmungsgrenze für HCB liegt je nach Anzahl der störenden Begleitstoffe in der Probe im Bereich 1 - 10 ng/l für Gewässer und im Bereich 0,5 - 1 µg/l für Abwässer.

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethan, Trichlorethen, Tetrachlorethen, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anhang VIII

Sektorbezogene Bedingungen für die Ableitung (Monatliche Mittelwerte) in Hexachlorbutadien (HCBD)

Industrielle Sektoren (1)	Bedingungen für die Ableitung, ausgedrückt in		Referenzvolumen m ³ /t (2)
	Fracht g/t (2) (3)	Konzentration g/l (3)	
Herstellung von Perchlorethylen (PER) und Tetrachlorkohlenstoff (CCl ₄) durch Perchlorierung	1,5	1,5	1

(1) Bei den in Artikel 3, § 4 des allgemeinen Erlasses genannten Industriebetrieben erscheinen insbesondere diejenigen, die Trichlorethylen und/oder Perchlorkohlenstoff durch jedes andere Verfahren herstellen. Es erfolgt auch einen Hinweis auf Industriebetriebe, die HCBD für technische Zwecke verwenden.

(2) Die Bedingungen für die Ableitung in Fracht und die Referenzvolumen sind im Verhältnis zu der Kapazität der gesamten Herstellung von PER + TETRA angegeben.

(3) Referenzmeßverfahren zur Bestimmung von HCBD in den Abwässern und Gewässern ist die Gaschromatographie mit Elektroneneinfangdetektor nach Extraktion mit einem geeigneten Lösemittel.

Die Bestimmungsgrenze für HCBD liegt je nach Anzahl der störenden Begleitstoffe in der Probe im Bereich 1 – 10 ng/l für Gewässer und im Bereich 0,5 – 1 µg/l für Abwässer.

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Februar 1993 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung ins gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentliche Kanalisation von Abwässern, die die folgenden gefährlichen Stoffe der Liste I enthalten : Tetrachlorkohlenstoff, Chloroform, 1,2-Dichlorethan, Trichlorethen, Tetrachlorethen, Trichlorbenzol, Hexachlorbenzol und Hexachlorbutadien, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen
G. SPITAEIS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft.
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 983

[C - 27133]

11 FEBRUARI 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : koolstoftetrachloride, chloroform, 1,2-dichloorethaan, trichloorethyleen, perchloorethyleen, trichloorbenzeen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadiëen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in het gewone oppervlaktewater, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van de algemene voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat gevaarlijke stoffen van lijst I bevat;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het op 21 januari 1993 gegeven advies van de Watercommissie;

Overwegende dat richtlijn 76/464/EEG van de Raad en haar toepassingsrichtlijnen, met name richtlijn 86/280/EEG van de Raad van 12 juni 1986 en haar wijzigingen betreffende grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor lozingen van bepaalde onder lijst I (van de bijlage van richtlijn 76/464/EEG) vallende gevaarlijke stoffen, de Lid-Staten bepaalde verplichtingen opleggen en dat het nodig is bepalingen in het gewestelijk recht op te nemen met het oog op hun naleving;

Op de voordracht van de minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "gevaarlijke stoffen van lijst I" : de uit de op lijst I van de bijlage van richtlijn 76/464/EEG voorkomende families en groepen van stoffen gekozen stoffen waarvoor de Raad van de Europese Economische Gemeenschappen algemene en bijzondere bepalingen heeft vastgesteld, namelijk : kwikzilver, cadmium, hexachloorcyclohexaan en de vervolgens in richtlijn 86/280/EEG en haar latere wijzigingen bedoelde stoffen;

2° "algemeen besluit" : het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van de algemene voorwaarden voor het lozen in het oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat gevaarlijke stoffen van lijst I bevat;

3° "algemeen reglement" : het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in het gewone oppervlaktewater, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater en diens opeenvolgende wijzigingen;

4° "minister" : de minister, lid van de Executieve, tot wiens bevoegdheden Leefmilieu en Natuurlijke Hulpbronnen behoren.

Art. 2. Dit besluit bepaalt, naast de in het algemeen besluit bedoelde bepalingen, de sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende stoffen bevat :

- chloormethanen : - koolstoftetrachloride (CCl₄ of TETRA)
- chloroform (CHCl₃)
- 1, 2-dichloorethaan (EDC)
- chloorhoudende oplosmiddelen : - trichloorethyleen (TRI)
- perchloorethyleen (PER)
- trichloorbenzenen (TCB)
- hexachloorbenzeen (HCB)
- hexachloorbutadiëen (HCBD).

Art. 3. § 1. De lozingsvoorwaarden voor koolstoftetrachloride (TETRA) zijn opgenomen in bijlage I.

§ 2. De lozingsvoorwaarden voor chloroform (CHCl₃) zijn opgenomen in bijlage II.

§ 3. De lozingsvoorwaarden voor 1, 2-dichloorethaan (EDC) zijn opgenomen in bijlage III.

§ 4. De lozingsvoorwaarden voor trichloorethyleen (TRI) zijn opgenomen in bijlage IV.

§ 5. De lozingsvoorwaarden voor perchloorethyleen (PER) zijn opgenomen in bijlage V.

§ 6. De lozingsvoorwaarden voor trichloorbenzenen (TCB) zijn opgenomen in bijlage VI.

§ 7. De lozingsvoorwaarden voor hexachloorbenzenen (HCB) zijn opgenomen in bijlage VII.

§ 8. De lozingsvoorwaarden voor hexachloorbutadiëen (HCBD) zijn opgenomen in bijlage VIII.

Art. 4. De in artikel 3 bedoelde lozingsvoorwaarden worden toegevoegd aan de in het algemeen reglement opgenomen algemene lozingsvoorwaarden en aan de voor andere parameters dan de gevaarlijke stoffen van lijst I reeds opgelegde sectoriële lozingsvoorwaarden.

Art. 5. De in dit besluit opgenomen lozingsvoorwaarden zijn in maandgemiddelden uitgedrukt. De in daggemiddelden uitgedrukte waarden zijn gelijk aan tweemaal de in maandgemiddelden uitgedrukte waarden.

Art. 6. De sectoriële voorwaarden van dit besluit gelden voor lozingen van afvalwater in het oppervlaktewater en in de openbare riolen.

Art. 7. De in artikel 4, § 2, van het algemeen besluit bedoelde vluchtigheidsclausule is van toepassing op lozingen van koolstoftetrachloride, chloroform, 1,2-dichloorethaan, trichloorethyleen en perchloorethyleen.

Art. 8. § 1. De in artikel 3, § 3, van het algemeen besluit bedoelde vereenvoudigde controleprocedure is van toepassing op jaarlijkse lozingen van minder dan 30kg (TETRA, chloroform, EDC, TRI en PER) of dan 1 kg (TCB, HCB, HCBD). In die gevallen worden de toepasbare waarden van een ogenblikkelijke controle verkregen door de in daggemiddelden uitgedrukte waarden met 1,5 te vermenigvuldigen (d.w.z. door de in maandgemiddelden uitgedrukte waarden met 3 te vermenigvuldigen).

§ 2. Wat de kleine werkplaatsen voor metaalontvetting en de installaties voor chemische reiniging betreft, zal de minister zo spoedig mogelijk bijzondere programma's voorstellen met het oog op een vermindering van EDC, TRI en PER.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage I

Sectoriële voorwaarden voor het lozen van koolstoftetrachloride (CCL4 of TETRA) (maandgemiddelden)
in het oppervlaktewater en in de openbare riolen

Industriële sectoren (1)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolume m ³ /t (2)
	gewicht g/t (2) (3)	concentratie mg/l (3)	
1) produktie van TETRA en PER door perchloreering			
procédé met wassen	40	1,5	26,6
procédé zonder wassen	2,5	1,5	1,66
2) produktie van chloormethaan door chloreering van methaan (met inbegrip van hogedruk-chlorolyse)/en vanaf methanol	10	1,5	6,66

(1) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven (sectoren) bevinden zich met name de bedrijven die TETRA als oplosmiddel gebruiken.

(2) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes verwijzen :

voor sector 1 : naar de totale produktiecapaciteit TETRA + PER

voor sector 2 : naar de totale produktiecapaciteit van chloormethanen (mono-, di-, chloroform en TETRA).

(3) De referentiemeetmethode voor het bepalen van koolstoftetrachloride in het afvalwater en in het water is gaschromatografie. Er moet een gevoelige detector worden gebruikt wanneer de concentratie lager is dan 0,5 mg/l, en in dat geval is de bepalingdrempel gelijk aan 0,1 µg/l. Voor een concentratie van meer dan 0,5 mg/l is een bepalingdrempel van 0,1 mg/l adequaat.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : koolstoftetrachloride, chloroform, 1-2-dichloorethaan, trichloorethyleen, perchloorethyleen, trichloorbenzeen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadieen.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.
G. LUTGEN

Bijlage II

Sectoriële voorwaarden voor het lozen van chloroform (CHCl₃) (maandgemiddelden)
in het oppervlaktewater en in de openbare riolen

Industriële sectoren (1)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolume m ³ /t (2)
	gewicht g/t (2) (4)	concentratie mg/l (4)	
1) produktie van chloormethanen vanaf methanol of een combinatie methanol en methaan (3)	10	1	10
2) produktie van chloormethanen door chlorering van methaan	7,5	1	7,5

(1) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name de bedrijven die vinylchloridemonomeren fabriceren door kraking van 1,2-dichloorethaan (EDC), bedrijven die gebleekt papierpulp produceren en andere bedrijven die CHCl₃ als oplosmiddel gebruiken, alsmede bedrijven waar koelwater of ander afvalwater wordt gechloreerd.

(2) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes zijn voor de sectoren 1 en 2 vastgesteld in verhouding tot de totale produktiecapaciteit van chloormethaan.

(3) d.w.z. door hydrochlorering van methanol gevolgd door chlorering van methylchloride.

(4) De referentiemethode voor het bepalen van chloroform in afvalwater en wateren is gaschromatografie. Er moet een gevoelige detector worden gebruikt wanneer de concentratie lager is dan 0,5 mg/l, en in dat geval ligt de bepalingdrempel bij 0,1 µg/l. Voor een concentratie van meer dan 0,5 mg/l is een bepalingdrempel van 0,1 mg/l adequaat.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat bepaalde gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : koolstoftetrachloride, chloroform, 1-2-dichloorethaan, trichloorethyleen, perchloorethyleen, trichloorbenzeen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadien.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage III

Sectoriële voorwaarden voor het lozen van 1, 2-dichloorethaan (EDC) (maandgemiddelden)
in het oppervlaktewater en in de openbare riolen

Industriële sectoren (1)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolume m ³ /t (2)	In acht te nemen met ingang van
	gewicht g/l (2) (4)	concentratie mg/l (4)		
1) uitsluitend productie van 1,2-dichloorethaan (zonder omzetting of gebruik op dezelfde locatie)	4	2	2	1.1.1993
	2,5	1,25	2	1.1.1995
2) productie van 1,2-dichloorethaan en omzetting en/of gebruik op dezelfde locatie	12	6	2	1.1.1993
	5	2,5	2	1.1.1995
3) omzetting van 1,2-dichloorethaan in andere stoffen dan vinylchloride (3)	2,5	1	2,5	1.1.1993
4) Gebruik van EDC voor ontvetting van metalen (buiten een onder 2 vallende industriële locatie)	/	0,1	/	1.1.1993

(1) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name bedrijven die EDC (buiten een onder 2) vallende industriële locatie) als oplosmiddel of voor de productie van ionenwisselaars gebruiken.

(2) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes worden vastgesteld in verhouding tot :

- de totale productiecapaciteit van gezuiverd EDC, uitgedrukt in ton voor de sectoren 1 en 2 (de productiecapaciteit van EDC houdt rekening met het recycleren naar de sectie voor EDC zuivering, met de ongekraakte EDC fractie in de productie-eenheid voor vinylchloride (VC) die met de EDC-fabriek is verbonden.

- de omzettingcapaciteit van EDC, uitgedrukt in ton, voor sector 3.

(3) Worden met name bedoeld de producties van diamin, ethyleenpolyaminen, 1,1,1-trichloorethaan, trichloorethyleen en perchloorethyleen.

(4) De referentiemethode voor het bepalen van 1,2-dichloorethaan in afvalwater (en in wateren) is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel of gaschromatografie na isolering door het "purge and trap"-procédé en elektronenvangst waarbij gebruik wordt gemaakt van een cryogeen gekoelde capillaire val. De bepalingsdrempel ligt bij 10 µg/l voor afvalwater en 1 µg/l (voor wateren)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : koolstoftetrachloride, chloroform, 1-2-dichloorethaan, trichloorethyleen, perchloorethyleen, trichloorbenzeen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadiëen.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEIS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage IV

Sectoriële voorwaarden voor het lozen van trichloorethyleen (TRI) (maandgemiddelden)
in het oppervlaktewater en in de openbare riolen

Industriële sectoren (1)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolume m ³ /t (2)	In acht te nemen met ingang van
	gewicht g/t (2) (3)	concentratie mg/l (3)		
1) produktie van trichloorethyleen (TRI) en van perchloorethyleen (PER)	10	2	5	1.1.1993
	2,5	0,5	5	1.1.1995
2) gebruik van TRI voor ontvetting van metalen	/	0,1		1.1.1993

(1) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name de bedrijven die TRI gebruiken voor chemische reiniging en de extractie van vetten of aroma's.

(2) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes worden voor sector 1 vastgesteld in verhouding tot de globale productiecapaciteit van TRI en PER.

(3) De referentiemethode voor het bepalen van trichloorethyleen (TRI) in afvalwater en in wateren is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel.

De bepalingdrempel van TRI ligt bij 10 µg/l voor afvalwater en 0,1 µg/l voor water.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater of in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : koolstofdichloride, chloroform, 1-2-dichloorethaan, trichloorethyleen, perchloorethyleen, trichloorbenzeen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadieen.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.

G. LUTGEN

Bijlage V

Sectoriële voorwaarden voor het lozen van perchloorethyleen (PER) (maandgemiddelden)
in het oppervlaktewater en in de openbare riolen

Industriële sectoren (1)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolume m ³ /t (2)	In acht te nemen met ingang van
	gewicht g/t (2) (3)	concentratie mg/l (3)		
1) productie van trichloorethyleen (TRI) en van perchloorethyleen (PER) (TRI-PER procédés)	10	2	5	1.1.1993
	2,5	0,5	5	1.1.1995
2) gebruik van koolstoftetra- chloride en van perchloor- ethyleen (TETRA-PER procédés)	10	5	2	1.1.1993
	2,5	1,25	2	1.1.1995
3) Gebruik van PER voor ont- vetting van metalen	/	0,1	/	1.1.1993

(1) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name de bedrijven die PER als oplosmiddel gebruiken voor chemische reiniging en extractie van vetten of van aroma's.

(2) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes worden voor de sectoren 1 en 2 vastgesteld in verhouding tot de globale productiecapaciteit van TRI + PER, hetzij in verhouding tot de globale productiecapaciteit van TETRA + PER.

(3) De referentiemethode voor het bepalen van perchloorethyleen (PER) in afvalwater en in wateren is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingdrempel van PER ligt bij 10 µg/l voor afvalwater en 0,1 µg/l voor wateren.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : koolstoftetrachloride, chloroform, 1-2-dichloorethaan, trichloorethyleen, perchloorethyleen, trichloorbenzeen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadien.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEIS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage VI

Sectoriële voorwaarden voor het lozen van trichloorbenzeen (TCB) (maandgemiddelden)
in het oppervlaktewater en in de openbare riolen (1)

Industriële sectoren (2)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolume m ³ /t (3)	In acht te nemen met ingang van
	gewicht g/l (3) (5)	concentratie mg/l (5)		
1) produktie van TCB door dehydrochlorering van HCB en/of omzetting van TCB	25	2,5	10	1.1.1993
	10	1	10	1.1.1995
2) produktie en/of omzetting van chloorbenzeen door chlorering van benzeen (4)	5	0,5	10	1.1.1993
	0,5	0,05	10	1.1.1995

(1) TCB kan voorkomen in de vorm van één van de volgende drie isomeren :

- 1,2,3,-TCB-CAS 87-61-6,
- 1,2,4,-TCB-CAS 120-82-1 (nr. 118 op de EEG-lijst)
- 1,2,5,-TCB-CAS 180-70-3

Technisch TCB (nr. 117 op de EEG-lijst) is een mengsel van de drie isomeren met voornamelijk 1,2,4-TCB en mogelijk ook geringe hoeveelheden van di- en tetrachloorbenzeen. In ieder geval gelden onderhavige bepalingen voor het totaal TCB (de som van de drie isomeren)

(2) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name de bedrijven die TCB gebruiken als oplosmiddel of drager van kleurstoffen in de textielindustrie.

(3) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes worden vastgesteld als volgt:

- voor sector 1 in verhouding tot de globale produktiecapaciteit van TCB;
- voor sector 2 in verhouding tot de globale produktie- of omzettingcapaciteit van mono- en dichloorbenzenen.

(4) Voor bestaande bedrijven die op 1 januari 1995 minder dan 50kg/jaar lozen, zijn de op die datum in acht te nemen grenswaarden gelijk aan de helft van de met ingang van 1 januari 1993 in acht te nemen grenswaarden.

(5) De referentiemeetmethode voor het bepalen van trichloorbenzeen (TCB) in afvalwater en in wateren is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingdrempel voor elk isomeer apart ligt bij 1 µg/l voor afvalwater en bij 10 µg/l voor wateren.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : koolstoftetrachloride, chloroform, 1-2-dichloorethaan, trichloorethyleen, perchloorethyleen, trichloorbenzeen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadien.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage VII

Sectoriële voorwaarden voor het lozen van hexachloorbenzeen (HCB) (maandgemiddelden) in het oppervlaktewater en in de openbare riolen (1)

Industriële sectoren (1)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolumen m ³ /t (2)
	gewicht g/t (2) (3)	concentratie mg/l (3)	
1) productie en omzetting van HCB	10	1	10
2) productie van perchloorethyleen (PER) en van koolstoftetrachloride door perchlorering	1,5	1,5	1

(1) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name de bedrijven die trichloorethyleen en/of perchloorethyleen produceren door elk ander procédé dan dit bedoeld in sector 2. Worden eveneens vermeld de industriële bedrijven die chintozeen en tecnazeen produceren, bedrijven die chloor produceren door electrolyse van alcalichloriden met grafietelektroden, bedrijven voor de fabricage van pyrotechnische produkten, bedrijven voor de productie van vinylchloride en tevens bedrijven voor de verwerking van rubber.

(2) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes worden vastgesteld als volgt :

- voor sector 1 in verhouding tot de totale productiecapaciteit van HCB;
- voor sector 2 in verhouding tot de totale productiecapaciteit van PER + TETRA.

(3) De referentiemeetmethode voor het bepalen van HCB in afvalwater en in wateren is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingsdrempel voor HCB ligt tussen 1 en 10 ng/l voor wateren en tussen 0,5 en 1 µg/l voor afvalwater.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater of in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : koolstoftetrachloride, chloroform, 1-2-dichloorethaan, trichloorethyleen, perchloorethyleen, trichloorbenzeen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadien.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage VIII

**Sectoriële voorwaarden voor het lozen van hexachloorbutadien (HCB) (maandgemiddelden)
in het oppervlaktewater en in de openbare riolen**

Industriële sectoren (1)	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in		Referentievolumen m ³ /t (*)
	gewicht g/t (2) (3)	concentratie mg/l (3)	
productie van perchloorethyleen (PER) en van koolstoftetra-chloride (CCl ₄) door perchlo-rering	1,5	1,5	1

(1) Onder de in artikel 3, § 4, van het algemeen besluit bedoelde industriële bedrijven bevinden zich met name de bedrijven die trichloorethyleen en/of perchloorethyleen produceren door elk ander procédé. Worden eveneens vermeld de industriële bedrijven die HCB voor technische doeleinden gebruiken.

(2) De lozingsvoorwaarden in gewicht en de referentievolumes worden vastgesteld in verhouding tot de totale productiecapaciteit van PER + TETRA.

(3) De referentiemeetmethode voor het bepalen van HCB in afvalwater en in wateren is gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingdrempel voor HCB ligt tussen 1 en 10 ng/l voor wateren en tussen 0,5 en 1 µg/l voor afvalwater, naar gelang van het aantal storende begeleidende stoffen in het monster.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 februari 1993 tot vaststelling van sectoriële voorwaarden voor het lozen in het gewone oppervlaktewater en in de openbare riolen van afvalwater dat volgende gevaarlijke stoffen van lijst I bevat : koolstoftetrachloride, chloroform, 1-2-dichloorethaan, trichloorethyleen, perchloorethyleen, trichloorbenzeen, hexachloorbenzeen en hexachloorbutadien.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LÜTGEN